

« Mañana será otro día »**

Lorsque les classes laborieuses des villes « choisissent » un lieu de résidence et se replient sur les taudis et les immeubles délabrés des quartiers consolidés du centre-ville et de ses alentours immédiats, ou lorsqu'elles s'orientent vers les terrains pauvres de la périphérie, au départ privés de tout service et détériorés par nature, il y a en cela bien plus de fatalité que de choix réel.

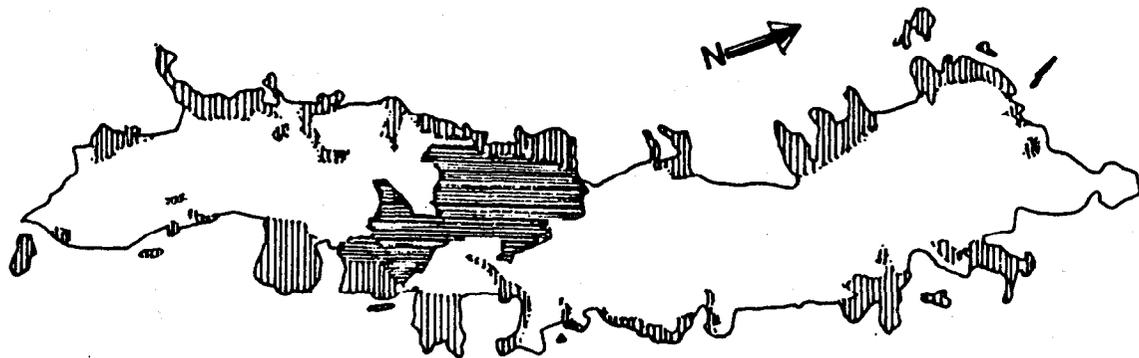
En effet, comme pour toute autre marchandise monnayable, le marché urbain offre différentes qualités de terrains et de logements (en raison de localisations plus ou moins privilégiées par la réalisation – directe ou indirecte – plus ou moins grande de travaux d'utilité sociale (infrastructure, centres d'échange, existence de transports publics), et ce pour des bourses de tous les niveaux. De telle sorte que les différentes importances de rentabilité du terrain, qui s'expriment par des prix de vente et de location inégaux, situent la population dans des zones urbaines bien différenciées mais relativement homogènes et personnalisées, d'où la création d'un habitat distinct et séparé pour les diverses classes qui composent la société urbaine. Les secteurs populaires n'ont guère qu'une alternative : choisir des zones où les loyers sont bas parce que n'ayant pas encore été valorisées par le travail humain, ou bien opter pour des zones à loyers plus élevés mais socialement dévalorisées ; ce sont pratiquement les seuls emplacements auxquels leurs faibles revenus leur permettent d'accéder.

(*) Centre de recherche CIUDAD - Quito - Equateur.

(**) « Demain sera un autre jour ».

Depuis l'époque des conquistadors - si catholiques pour certaines choses - les quartiers de Quito portent des noms de saints : San Roque, San Sebastian, San Marcos. La tradition s'en est maintenue, mêlée d'un peu de flatterie envers les anciens propriétaires du terrain ; c'est ainsi qu'apparaissent les San Ildefonso, Santa Anita, ou Ana Maria et Mena del Hierro, ce qui s'appelle assumer comme identité personnelle quelque chose qui, comme nous le verrons, n'appartient pas à soi-même. L'usage de donner un nom à son quartier à partir de certaines de ses caractéristiques géographiques ou topographiques est un pas vers l'identité de soi-même (Toctiuco, El Bosque, Oriente Quiteno). Plus proches de nous et bien différentes sont les identités d'origine sociale tels que « Comité del Pueblo », « Lucha de los Pobres », « El Triunfo ». Quant à « Mañana Será Otro Día », symbole des vents nouveaux qui commencent à souffler sur cette vigne du Seigneur, il fait sienne l'espérance.

Plan n° 1 : Les quartiers populaires de Quito



Quartiers populaires des zones de croissance (populations 148 380 habitants)

Quartiers populaires du secteur déjà consolidé – bidonvilles et nouveaux bidonvilles –
(population : 206 740 habitants)

Population totale des quartiers populaires : 355 120 habitants

(population totale de Quito : 880 000 habitants).

Source : Plan et données démographiques : M. Vasconez et coll. : *op. cit*

Dessinatrice : Ana Lucia Alvear.

Mais si l'emplacement de son lieu de résidence n'est pas, à proprement parler choisi par l'occupant, que dire alors de celui des terrains dans le décor urbain ! Le qualificatif de « spontanés » accolé, il n'y a pas si longtemps aux quartiers populaires des zones périphériques, n'est pas très éloigné de la réalité ; en fait, les futurs habitants n'ont quasiment rien à voir dans le choix des terrains dont ils vont prendre possession. A Quito, dans la plupart des cas, ce choix dépend de l'apparente rareté de terrains habitables à l'intérieur du périmètre urbain (dans le Plan Quito, on remarque que les 2/5 de la superficie de la ville seraient vacants), du point de vue des propriétaires de terrains adjacents ou proches de la ville, qui se comportent comme des chefs d'entreprises et qui arrivent à les vendre à des prix supérieurs à ceux pratiqués pour la propriété rurale, quoiqu'inférieurs à ceux du mètre carré urbain (il ne s'agit en définitive que de terrains pré-urbains) et des intermédiaires qui agissent généralement sous la couverture légale des coopératives de logements ; ce sont en effet les propriétaires de la coopérative, et non ses associés, qui décident et négocient l'achat des anciennes haciendas. L'existence d'une population aux revenus peu élevés et nécessitant un morceau de terre pour se bâtir une maison (nécessité physiologique certes, mais également morale), fournit, dans de telles conditions, l'occasion rêvée de conclure une bonne affaire. Si les quartiers périphériques reflètent et traduisent les processus de la croissance urbaine, leurs habitants, eux, en sont les victimes et non les protagonistes¹.

Ces quartiers populaires situés à la périphérie de la ville restèrent longtemps un phénomène occulte pour la conscience publique, qui en faisait des zones « clandestines » ou « illégales ». Mais, au cours de la seconde moitié des années soixante-dix, ils ont connu une croissance (tant numérique que sociale) irrésistible qui réclamait à corps et à cris d'être reconnue ; et c'est précisément l'une des premières et des principales revendications de ces quartiers que la « légalisation » de leur emplacement et de leur organisation, autrement dit la reconnaissance de leur existence physique et sociale par l'Etat et la société dans son ensemble. Les premières études de la municipalité recensaient, au début des années soixante-dix, une vingtaine de quartiers populaires alors qu'à la fin de la même période, son Département de la Planification en consignait une soixantaine ; le Plan Quito, en revanche, n'en reconnaissait, pour 1980, qu'une trentaine. Les recherches récentes en situent le nombre à cent-vingt environ et la dernière estimation émanant de la municipalité, en 1985, parle même de quelque cent-vingt quartiers périphériques. Mais, en 1984, lors d'une réunion organisée par « tout le pourtour de Quito » pour s'opposer à un projet de « ceinture

1. Cf. Diego Carrion et coll. : *la tierra urbana y la vivienda popular en los barrios populares de las áreas de expansión de Quito*, CIUDAD, 1983.

verte », les habitants, quant à eux, s'autorépartirent en deux cent soixante-dix-sept quartiers².

Il est vraiment certain, comme le disait il y a une bonne dizaine d'années un dirigeant syndical, que ces quartiers « poussent comme des champignons de yogourt », mais ce n'est pas là l'unique raison de cette croissance numérique galopante. En réalité, ce qu'il faut surtout prendre en compte, c'est le fait que la ville les « découvre » tous les jours davantage. Ils ne sont plus un phénomène occulte, car ils parviennent à faire reconnaître leur existence grâce à la participation à part entière de leurs habitants à la vie sociale et politique de la ville : organisation de marches, opposition à certaines politiques citadines et sociales de la municipalité, de l'exécutif ou du parlement (poids décisif sur l'issue des élections), sans oublier les diverses prises de position des gouvernements centraux et d'arrondissements. C'est ainsi que, sous Boldos, on créa « pour eux » le Ministère du Bien-Etre Social et de la Promotion Populaire, le Fonds de Développement de la Marginalité Urbaine, chargés de réaliser une série de projets d'études, de services et de production pour « l'intégration » des « marginaux » à la « société ». C'est également « pour eux » que l'administration municipale actuelle a créé l'Unité Exécutive des Quartiers Périphériques. Voilà quels ont été les temps forts du processus de reconnaissance des quartiers populaires par l'Etat, tant comme entités spatiales à l'intérieur de la cité que comme entités sociales à l'intérieur de la société, existant par leurs habitants et leurs structures d'organisation propres. Bien sûr, il faut tout de même ajouter que ces ouvertures du gouvernement n'abondent pas dans notre histoire politique nationale, pas même la plus récente. Elles alternent en effet avec les expulsions, tantôt « violentes » (surtout à Guayaquil), tantôt « pacifiques », et dont la coopérative « Pancho Jacome » fournit l'exemple le plus récent. A Quito où l'occupation illégale est en réalité peu fréquente, on procéda, l'an passé, à l'expulsion « pacifique » d'une pré-coopérative qui avait investi des immeubles municipaux ; citons également la menace d'expulsion qui pèse sur la coopérative Pisulli, avec interventions au sein des organisations pour défenestrer certains dirigeants et les remplacer par d'autres, plus en accord avec la ligne officielle et dont le quartier « Comité del Pueblo », à la fin de l'année dernière, constitue l'exemple le plus récent. Ces exemples reflètent le changement de gouvernement, ainsi que les fluctuations politiques à l'intérieur d'une même équipe gouvernementale.

2. Silvana Ruiz (*Les quartiers périphériques de Quito : notes d'étude*, CIUDAD, 1981, p. 13) cite une étude du Département de Planification de la Municipalité de Quito qui reconnaît 61 quartiers « périphériques » ; le plan Quito, approuvé par le Conseil Municipal à peine un an après, déclare que « en 1980, on enregistre la naissance spontanée de 38 quartiers dans le cordon périphérique », etc. (p. 197). En 1982, une *Etude préliminaire des quartiers périphériques de Quito*, rédigée par la Direction de la Planification Municipale/Equipe chargée des Quartiers Périphériques de Quito, constate l'existence de 87 quartiers, 25 dans le district sud, 13 dans le centre sud, 9 dans le centre, 8 dans le centre nord et 32 dans le nord (pp. 11-12). Une étude réalisée par CIUDAD, achevée en 1985 (Mario Vasconez et col. : *La mobilité urbaine des secteurs populaires de Quito*), parle même de 115 quartiers, regroupant 150 000 personnes sur une superficie de 2 900 hectares (vol. I, p. 162). La dernière en date des études de la municipalité et de son département chargé des quartiers périphériques en fixe le chiffre total à 140.

Ce qui est maintenant certain, c'est que le voile d'ignorance et d'indifférence qui pesait sur les quartiers populaires, s'est déchiré. Actuellement, pour la plupart de leurs habitants, le terme périphérique a cessé d'être le synonyme péjoratif d'exclusion : se l'étant ré-approprié, ils le font entrer, parallèlement à d'autres éléments de l'imaginaire populaire, dans la définition de leur identité propre. La conquête de la reconnaissance sociale n'aurait d'ailleurs pas signifié grand chose, si elle ne s'était pas accompagnée (parfois avant, parfois, après) de celle de la dignité, de la valorisation positive que constitue l'auto-identification.

Acquérir la certitude de soi-même (Hegel) est certes une voie tortueuse, semée de contradictions et de hauts et de bas, mais c'est dans la vie quotidienne elle-même qu'apparaissent, souvent de manière spontanée, quand se rejoignent les nécessités de la vie et les luttes entreprises, des formes démocratiques distinctes, inachevées et contradictoires, (nous savons tous que la vie même est une lutte, et que satisfaire à ses besoins c'est vivre).

Ce que les quartiers populaires mettent en pratique, c'est une forme rudimentaire de démocratisation du terrain, c'est-à-dire l'autogestion de l'espace, entraînée par les nécessités multiples auxquelles se doit de faire face une population qui s'approprie des terrains qui n'ont d'urbain que leurs habitants. Ces lotissements se développent, comme le révèle un acte public d'achat/vente de l'un d'entre eux, « sans aucun travail d'urbanisation », sans rues, sans eau, sans canalisations, sans électricité, sans moyens de transport, autrement dit sous le signe de la misère et de la nécessité et dans l'indifférence du gouvernement ; c'est la raison pour laquelle toutes les améliorations « sont exclusivement à la charge de l'acheteur » (c'est ce que stipule, à la lettre, l'acte sus-mentionné). Ce sont les habitants eux-mêmes qui vont aménager non seulement le lot sur lequel ils bâtiront petit à petit leur maison, mais encore le quartier même à l'intérieur duquel il est situé. Récemment encore, ils perçaient eux-mêmes les rues ; aujourd'hui, ils agencent et ré-agencent l'espace, comblent les fondrières, assurent le drainage des eaux superficielles, nivellent les chemins et, en certains endroits, se procurent des arbres pour les postes du réseau électrique. Et bien évidemment, ils fournissent ainsi une main-d'oeuvre gratuite pour des travaux que les institutions officielles déclareront par la suite comme étant de leur ressort. Pour toutes ces réalisations, on a recours à la *minga*, au travail collectif. Dans les premiers temps de leur installation et au moins une fois par semaine, les *mingas* convoquent les nouveaux venus ; puis le rythme se ralentit, les réunions deviennent moins fréquentes et finissent par disparaître totalement. Ce qui est certain, c'est que, pour les habitants, les étapes de la gestion de leur propre espace n'ont aucun rapport avec l'idée de « démocratie » puisqu'il s'agit, au fond, de satisfaire des besoins de première nécessité ; il existe cependant des quartiers où ces gros travaux font suite à une planification préalable de l'espace, généralement en collaboration avec des professionnels et des techniciens ; citons l'exemple, dans les années soixante-dix, du « Comité del Pueblo », et celui, plus récent, de la « Mariscal Sucre y Lucha de los Pobres ».

La nécessité de satisfaire aux besoins essentiels de la vie crée, bien sûr, des processus conscients et organisés d'aménagement de l'espace, mais ces derniers

n'en restent pas moins marqués par leur origine. C'est ce qui pourrait expliquer que, tôt ou tard, les revendications aillent dans le sens contraire en réclamant l'intervention de l'Etat, comme il est de son devoir de le faire (si celui-ci décide des conditions générales de la production et de la reproduction dans les zones riches, pourquoi les nécessiteux ne recevraient-ils pas leur part des bénéfices de la richesse sociale ?). C'est ainsi que l'intervention de l'Etat, qui en même temps qu'il fournit des services assoit sa domination (comme nous le savons tous), répond à une aspiration elle aussi démocratique : la socialisation des services qui constitue la seconde phase des revendications des quartiers pauvres.

Mais le processus même de développement urbain et l'intervention toujours croissante de l'Etat (qu'il s'agisse de l'administration centrale ou de celle des secteurs) dans l'espace du quartier à l'ensemble des quartiers, puis de ceux-ci à la cité et à la société. A la recherche de sources d'eau pour leur installation, ils peuvent en découvrir quelques-unes au bénéfice général.

D'ailleurs, en deux occasions, l'intervention massive des habitants et de leurs organisations a pesé sur les politiques urbaines (décisions publiques) ; l'une, très localisée, fut la lutte pour l'Hôpital du Sud (Hospital del Sur), dont on n'avait toujours pas décidé l'ouverture malgré toute une série d'offres. Les conséquences pour l'urbanisation du secteur furent énormes puisque cet hôpital, l'un des plus gros de la ville, se mit à drainer d'autres services tels que le pavement de la chaussée dont il est riverain, l'installation de nouveaux axes de transport collectif telle que la première ligne traversant Quito d'ouest en est, etc.

La seconde intervention eut lieu lors de la présentation d'un projet de loi de « ceinture verte » pour Quito, basée sur les dispositions du Plan Quito et d'une loi postérieure sur la Conservation des Zones Naturelles (Ley de Conservación de Areas Naturales) approuvée par le Ministère de l'Agriculture, et qui menaçaient l'emplacement actuel ou à venir des quartiers populaires. Les services légaux sus-mentionnés prévoyaient des possibilités de relogement (expulsions), la destruction de certains édifices, l'interdiction de construire, etc. ; il n'y a rien d'étonnant à ce que ce projet de loi ait provoqué une riposte massive des « plus démunis ». Les habitants des quartiers situés sur les pentes des montagnes entourant la capitale organisèrent plusieurs réunions, entreprirent des marches jusqu'au Parlement et à l'Hôtel de Ville, et soumirent leur propre projet de loi dans lequel ils revendiquaient le bénéfice des droits accordés à tous les « quartiers du Quito métropolitain ».

L'ampleur du mouvement fit reculer les défenseurs du projet en question, qui fut retiré. La mobilisation populaire venait, pour la première fois, d'infléchir le cours de la politique urbaine, l'obligeant à faire marche arrière ; les choses n'en étaient d'ailleurs pas restées là puisque les habitants avaient proposé des solutions de rechange.

Sans en faire état ouvertement, ils commencent à s'affirmer comme des créateurs parmi d'autres des politiques citadines, au fur et à mesure qu'ils discutent massivement la méthode traditionnelle de gouvernement (et, bien évidemment, pas seulement en milieu urbain), sa verticalité, son élitisme qui excluent le peuple des discussions et de la production et ne lui laissent d'autre alternative

que la soumission. Grâce à leurs initiatives personnelles, les habitants des quartiers populaires commencent à prendre conscience que, eux aussi, ont des idées et qu'ils peuvent les faire entendre puis qu'ils sont capables, par leurs luttes, leur organisation et leur unité, de les réaliser.

Hier encore, rien de plus que des objets et des victimes du développement urbain, les classes laborieuses, poussées par la nécessité, passent spontanément au statut de sujets en s'appropriant le territoire qu'elles occupent. Et, maintenant, ces sujets aspirent également à participer aux affaires de la cité. Oui, le cours du destin peut être infléchi, il n'est pas vrai que les forces sociales sont ingouvernables, demain sera un autre jour...